



Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

- ❖ **L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour entrera en vigueur le 21 novembre**
- ❖ **La banque centrale indonésienne rejoint le Réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS)**
- ❖ **Vinci Construction Grands Projets va concevoir et construire une usine de traitement d'eau potable au Cambodge pour 156 M USD**

EN IMAGE

Le *Singapore FinTech Festival* et la *Singapore Week of Innovation and Technology (SWITCH) 2019* se sont tenus en parallèle du 11 au 15 novembre. Les deux événements, combinés pour la première fois, attendaient environ 60 000 participants et ont permis de confirmer le positionnement de la cité-Etat en tant que référence internationale en matière d'innovation, notamment financière. Parmi les intervenants, le sous-gouverneur de la Banque de France Denis Beau a introduit une série de panels sur l'inclusion financière. Une délégation de 50 start-ups et entreprises françaises a également pu participer aux deux événements et présenter les technologies françaises. L'Autorité monétaire de Singapour a, par ailleurs, profité de l'événement pour annoncer un programme d'investissement de 2 Mds USD, qui ciblera les fonds à « fort engagement écologique » souhaitant développer leurs activités à Singapour.



L'Ambassadeur de France à Singapour Marc Abensour, en compagnie de la délégation de start-ups françaises



Intervention du sous-gouverneur de la Banque de France Denis Beau sur l'inclusion financière

REGION

- **L'investissement dans les fintechs en ASEAN a atteint 1,1 Md USD sur les neufs premiers mois de 2019 (après 679 M USD sur l'ensemble de l'année 2018), Singapour en accueillant plus de la moitié, selon un rapport de la banque UOB, du cabinet PwC et de la Singapore FinTech Association.** Le montant des investissements a ainsi été multiplié par plus de 30 en 5 ans. UOB explique cette forte croissance par les fondamentaux économiques solides de la région, ainsi que par la forte proportion de personnes non ou sous-bancarisées. Les pays accueillant le plus d'investissements en 2019 sont Singapour (51 % du total, après 53 % en 2018), le Vietnam (36 %, après 0,4 %) et l'Indonésie (12 %, après 37 %).

INDONESIE

- **La banque centrale indonésienne a rejoint le Réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS).** Ce réseau, lancé à l'occasion du *One Planet Summit* qui s'est tenu à Paris le 12 décembre 2017, a pour objectif de renforcer le rôle du secteur financier dans la transition vers une économie durable. Pour rappel, dans la région, les banques centrales singapourienne, malaisienne et thaïlandaise sont également membres du NGFS, dont le secrétariat est assuré par la Banque de France.
- **Le déficit courant de l'Indonésie s'est réduit à 2,7 % du PIB au troisième trimestre (après 2,9 % du PIB au T2 2019 et contre 3,2 % du PIB au T3 2018).** Cette amélioration s'explique principalement par la réduction du déficit du poste hydrocarbures, qui permet au pays d'accroître son excédent commercial pour les biens d'1,3 Md USD sur le trimestre (après +483 M USD au T2). Les balances des services (-2,3 Mds USD) et primaire (-8,4 Mds USD) restent, quant à elle, déficitaires. Parallèlement, les entrées nettes de capitaux restent soutenues, à 7,6 Mds USD (après 6,5 Mds USD au T2).
- **Les grandes Mosquées de Paris et de Lyon étaient en mission cette semaine à Jakarta à l'occasion du 6^{ème} Sommet sur l'économie islamique (Indonesia Sharia Economy Festival) organisé par le gouvernement indonésien.** Cette visite a été l'occasion de faire le point sur les ambitions de l'Indonésie dans le domaine de l'économie islamique, sur la mise en œuvre de la nouvelle loi halal (en vigueur depuis octobre), et de discuter avec les autorités de la reconnaissance des certifications françaises. Les certificateurs français ont également rencontré des importateurs de produits français concernés par le halal.

MALAISIE

- **La banque centrale malaisienne prévoit de limiter les transactions en liquide à 25 000 MYR (6 000 USD) à partir de l'année prochaine (contre 50 000 MYR en moyenne actuellement – pour mémoire, le montant correspondant est de 1 000 EUR en France).** Certaines transactions gérées par des organismes agréés, tels que certaines banques islamiques, seront exemptées. Le but serait de freiner les crimes qui reposent sur des transactions importantes en liquide, comme le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme. Cette mesure s'inscrit dans la lutte du gouvernement contre la criminalité financière.
- **Le ministère des industries primaires prévoit de créer plus de coopératives pour les petits producteurs d'huile de palme – qui représentent 39 % de la production malaisienne –, par le biais au comité malaisien de l'huile de palme.** Le but est de les encourager à travailler ensemble pour une meilleure gestion des récoltes. Le comité a déjà financé 10 coopératives à hauteur de 100 000 MYR (24 100 USD). Cette volonté d'encadrer la production d'huile de palme prend place dans un contexte de baisse des importations indiennes, suite aux déclarations du premier ministre malaisien sur le Cachemire : elles ont chuté de 550 000 tonnes en août à 220 000 tonnes en octobre 2019.
- **L'administration fédérale de l'aviation américaine (FAA) a abaissé la note de la Malaisie pour la sécurité aérienne, qui passe dans la catégorie 2.** Cette décision empêche les compagnies aériennes malaisiennes d'ouvrir de nouvelles liaisons avec les Etats-Unis, et interdit de nouveaux partages de codes entre des compagnies malaisiennes et américaines. Pour l'heure, la ligne Kuala Lumpur-Honolulu via Osaka, exploitée par *Air Asia X*, est la seule liaison malaisienne entre les deux pays. Ce déclassement place la Malaisie dans la même catégorie que le Ghana, le Costa Rica, le Bangladesh ou encore la Thaïlande (pays passé en catégorie 2 en 2015 et qui n'a toujours pas réussi à réintégrer la catégorie 1).

SINGAPOUR

- **L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et Singapour entrera en vigueur le 21 novembre, après avoir été approuvé par le Conseil de l'Union européenne.** Cet accord de libre-échange prévoit la suppression de toutes les barrières douanières pour les exportations de l'UE vers Singapour. A l'inverse, les exportations singapouriennes vers l'UE verront 84 % de leurs barrières douanières supprimées dans un premier temps, la levée des 16 % restants devant intervenir dans un délai de 3 à 5 ans. Pour mémoire, cet accord est le premier conclu par l'UE avec un membre de l'ASEAN. Le second accord, relatif à la protection des investissements, devra, quant à lui, être ratifié par l'ensemble des Parlements des Etats membres avant d'entrer en vigueur.
- **La Banque de France ouvrira en 2020 à Singapour sa deuxième implantation à l'étranger,** après l'ouverture de bureaux à New York en 2010. L'institution entend ainsi assurer un suivi renforcé des économies et des systèmes financiers asiatiques, et approfondir ses liens avec les banques centrales et les autorités financières de la région Asie-Océanie. La Banque de France installera également une salle des marchés dans la cité-Etat, afin d'augmenter sa capacité opérationnelle et de mieux accompagner sa clientèle institutionnelle sur les fuseaux horaires asiatiques. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), la Banque de France et l'Autorité monétaire de Singapour ont, par ailleurs, signé un accord de coopération visant à renforcer leur collaboration en matière de cyber-sécurité.
- **La Haute représentante pour le développement des véhicules autonomes Anne-Marie Idrac s'est rendue à Singapour le 14 novembre,** après un passage au Japon. Elle a participé à un séminaire sur les mobilités organisé à l'Ambassade de France en présence des autorités singapouriennes (ministère des transports, Land Transport Authority, EDB) et du Centre d'excellence singapourien pour les véhicules autonomes (CETTRAN). Mme Idrac a également rencontré des entreprises françaises actives dans le secteur de la mobilité et visité un site de démonstration du constructeur français *Navya* et de son partenaire singapourien *ST Engineering*.

VIETNAM

- **Les députés ont adopté une Résolution sur le Plan de développement socio-économique en 2020.** Parmi les principaux objectifs fixés pour 2020 figurent une croissance du PIB à 6,8 % et une inflation inférieure à 4 %. Le gouvernement insiste également sur l'accélération de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures, le développement des ressources humaines ou encore la protection de l'environnement.
- **La banque coréenne *KEB Hana Bank* a finalisé l'acquisition de 15 % de la *Banque commerciale pour l'investissement et le développement du Vietnam (BIDV)*.** BIDV a vendu plus de 603 millions d'actions nouvelles à *KEB Hana Bank* pour près de 875 M USD (20 Mds VND). Cette opération a permis à BIDV d'augmenter son capital de 1,47 Md USD (34 Mds VND) à 1,74 Md USD (40 Mds VND). *KEB Hana Bank* est ainsi devenu le plus grand actionnaire étranger et le deuxième actionnaire de BIDV après l'Etat vietnamien, dont les parts dans la plus grande institution bancaire vietnamienne ont diminué à 81 % (contre 95 % auparavant). Il s'agit de la plus grande fusion-acquisition de l'histoire du secteur bancaire vietnamien.
- **A l'occasion de la visite du ministre de l'économie des Etats-Unis Wilbur Ross au Vietnam le 7 novembre, les deux pays ont signé cinq accords économiques.** Parmi ces derniers, figure notamment un accord entre le ministère de l'industrie et du commerce du Vietnam et l'américain *AES* pour renforcer leur coopération dans le développement de la centrale à gaz naturel liquéfié de Son My 2 (à hauteur de 1,7 Md USD) et un accord de partage de production (PSC) sur le champ pétrolier 15-2/17 entre *Murphy Oil*, *PetroVietnam* et *SK*.

THAÏLANDE

- **Les trois grandes banques thaïes *Kasirkonbank*, *Bangkok Bank* et *Siam Commercial Bank* recapitalisent leurs filiales au Laos en raison de la nouvelle réglementation** qui impose aux banques locales et étrangères d'augmenter leur capital social minimum. Les banques étrangères doivent le porter à 300 000 LAK (environ 34 M USD) d'ici cinq ans, contre 50 000 LAK (5,7 M USD) auparavant. En particulier, *KBank* a annoncé son objectif d'augmenter son capital social de 23 M USD à 63 M USD d'ici 2023.
- **Le ministère de l'énergie a annoncé le remplacement progressif du carburant 91 E10 par du gasohol E20 (biocarburant à base de manioc et de sucre mélangé à de l'essence) à partir de 2020.** La Thaïlande possède

cinq types d'essence et le gouvernement souhaite réduire ce nombre à trois ou quatre. Concernant le diesel, le gouvernement avait déjà annoncé le passage au B10 (composé à 10 % de biodiesel issu d'huile de palme), pour remplacer le B7 plus cher de 2 THB/litre, en 2020.

- **La National Broadcasting and Telecommunication Commission a annulé la suppression du réseau 2G, qui était prévue pour octobre 2019**, en raison du nombre encore élevé d'utilisateurs (2 millions pour l'opérateur AIS, 900 000 pour True et 700 000 pour Dtac), et malgré les faibles revenus générés par utilisateur par rapport aux réseaux 3G et 4G.

PHILIPPINES

- **La Banque asiatique de développement a approuvé un prêt d'appui aux politiques publiques de 300 M USD, visant à renforcer les capacités des collectivités territoriales et à améliorer leur gestion financière.** Ce programme, qui a pour objectif d'accroître la qualité des prestations de services publics et de favoriser le développement économique à l'échelle locale, est en ligne avec le *Philippine Development Plan 2017-2022* de l'administration Duterte.

CAMBODGE

- **Vinci Construction Grands Projets (VCGP) a signé un contrat d'un montant de 156 M USD avec la Régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA) pour la conception et la construction de l'usine de traitement d'eau potable de Bakheng.** Ce contrat représente pour le groupe français le plus important jamais signé dans le domaine de l'adduction d'eau potable. Le projet, qui portera la capacité de production de PPWSA d'environ 600 000 m³/jour actuellement à 1 000 000 m³/jour à l'horizon 2024, sera co-financé par la Banque européenne d'investissement (100 M USD) et l'Agence Française de développement (85 M USD), partenaire historique de PPWSA. A noter qu'il s'agit du premier prêt de la BEI au gouvernement cambodgien.
- **Les nouvelles lois sur le commerce électronique et la protection des consommateurs sont entrées en vigueur.** Elles visent respectivement à (i) faciliter et réglementer les opérations commerciales en ligne (notamment avec l'introduction des signatures électroniques), et à (ii) protéger les intérêts des consommateurs et promouvoir une concurrence loyale, notamment en donnant plus de pouvoir aux autorités pour lutter contre la contrefaçon et certaines pratiques de vente.

LAOS

- **Le nouveau système d'information sur la gestion des recettes fiscales (TaxRIS) a été introduit dans 26 villes, de 15 provinces, depuis le début de l'année et devrait couvrir l'ensemble du pays d'ici la fin de 2020** selon le ministère des finances. Près de 50 % des entreprises ayant aujourd'hui accès au système – ce qui représente plus de 7 000 Mds LAK de recettes (environ 800 M USD) –, il est maintenant nécessaire de développer les compétences des fonctionnaires de l'administration fiscale afin qu'ils puissent utiliser efficacement cet outil.
- **La Banque mondiale a financé deux nouveaux projets de développement pour un montant d'environ 52 M USD.** Ces projets concernent respectivement la réduction de la pauvreté et la malnutrition en milieu rural (27 M USD), et le renforcement de l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (25 M USD). Les initiatives seront déployées de 2019 à 2024 dans quatre provinces du nord connaissant des taux élevés de malnutrition (Xiengkhouang, Huaphan, Phonsaly et Oudomxay).

BIRMANIE

- **Le conglomérat philippin Ayala investira jusqu'à 237,5 M USD dans le groupe birman Yoma, qui détient la première banque du pays.** Cet investissement prendra la forme d'une prise de participation à hauteur de 20 % (estimée à 155 M USD) au sein du capital de la société *Yoma Strategic Holding* – cotée à la bourse de Singapour –, et d'un prêt convertible de 82,5 M USD à la société *First Myanmar Investment* du groupe birman, représentant également 20 % du capital. Les groupes Ayala et Yoma ont en commun d'être des groupes familiaux très diversifiés, avec des activités dans la finance, l'énergie, les télécommunications ou encore l'automobile.